

## DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 14

Présents : 10

Pouvoirs : 00

### BUREAU DELIBERATIF SÉANCE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2019 A 8H30

**Délibération BT2019/04/01 - 01 – Approbation de la convention d'objectifs pluriannuelle avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de la Seine-Saint-Denis (ADIL 93) pour la mise en place d'un service de conseil et d'information sur le logement.**

**Rapporteur : Brigitte MARSIGNY, 6<sup>ème</sup> Vice-présidente**

**DATE DE CONVOCATION** : 26 mars 2019

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : Salle du Conseil de Gagny - 1, place Foch – 93220 Gagny

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, DEMUYNCK Christian, GENESTIER Jean-Michel, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, SCHLEGEL Eric, TEULET Michel, TORO Ludovic.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. BAILLY Dominique, KLEIN Olivier, LEMOINE Xavier, MAHEAS Jacques.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : MARTIN Pierre-Yves.

#### LE BUREAU,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

**VU** la délibération du Conseil de territoire CT2016/01/26-02 en date du 26 janvier 2016, portant délégation d'attributions du Conseil de territoire au Bureau délibératif pour décider de l'octroi de subventions aux associations et organismes d'un montant n'excédant pas 23 000 € dans la limite des crédits ouverts au budget et approuver les conventions afférentes,

**VU** le projet de convention d'objectifs pluriannuelle ci-annexé,

**CONSIDÉRANT** que les actions d'information et de conseil en matière d'accès au droit et de logement développées au sein de la Maison du Droit à Noisy-le-Grand, de la Maison de Justice et du Droit à Clichy-sous-Bois, et de Maison des Services Publics à Montfermeil, nécessitent la mise en place de permanences juridiques spécialisées en droit du logement, proposées par l'Agence Départementale d'information sur le logement de la Seine-Saint-Denis (ADIL 93),

Accusé de réception en préfecture  
093-200058790-20190401-BT2019-04-01-01-DE  
Date de télétransmission : 08/04/2019  
Date de réception préfecture : 08/04/2019

**CONSIDERANT** que les modalités d'intervention de l'ADIL 93 sont précisées dans la convention d'objectifs pluriannuelle ci-annexée,

**CONSIDERANT** que le projet de convention ci-annexé a vocation à se substituer aux deux conventions précédemment conclues entre l'EPT Grand Paris Grand Est et l'association ADIL 93, l'une ayant pris effet le 1<sup>er</sup> mars 2011 pour la Maison de Justice et du Droit de Clichy-sous-Bois/Montfermeil, l'autre ayant été approuvée par la délibération du Bureau délibératif n°BT2016/12/12-08 pour la Maison des services publics de Clichy-sous-Bois/Montfermeil,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**APPROUVE** la convention d'objectifs pluriannuelle avec l'Agence Départementale d'Information sur le logement de la Seine-Saint-Denis pour la mise en place d'un service de conseil et d'information sur le logement.

**DECIDE** d'attribuer à l'ADIL 93 une subvention d'un montant de 13 200 euros au titre de l'exercice 2019.

**DECIDE** que la convention ci-annexée se substitue à la convention conclue entre l'EPT Grand Paris Grand Est et l'association ADIL 93 ayant pris effet le 1<sup>er</sup> mars 2011, ainsi qu'à la convention qui avait été approuvée par la délibération du Bureau délibératif n°BT2017/06/12-02,

**AUTORISE** le Président à signer la convention d'objectifs pluriannuelle avec l'ADIL 93 et à accomplir toutes les formalités y afférentes.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 01/04/2019.*

Affiché - Notifié le **08 AVR. 2019**

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



**Le Président,**

**Michel TEULET**